



europe.maregionsud.fr



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



l'Europe
s'engage
sur
le Massif Alpin

EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

FICHE OPÉRATION CIRP POIA

N° opération :	PA0004129
Bénéficiaire :	19840685200204 Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (UAPV)
Action en cours :	En attente comité décisionnel
État opération :	Présenté en comité décisionnel
Version de l'opération :	2

IDENTIFICATION DES BENEFICIAIRES

Chef de file / Bénéficiaire Ultime / Personne Morale

N° SIRET :	19840685200204
Raison sociale :	Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse (UAPV)
Adresse :	84029 AVIGNON Cedex 9

RATTACHEMENT AU PROGRAMME

Codification principale	
Fonds :	Fonds européen de développement régional
Programme :	Programme opérationnel Interrégional FEDER du Massif des Alpes 2014-2020
Codification :	AP03 - Axe prioritaire : Développer la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels / OT05 - Objectif thématique : Promouvoir l'adaptation au changement climatique et la prévention et la gestion des risques / PI05b - Priorité d'investissement : Favoriser des investissements destinés à prendre en compte des risques spécifiques, garantir la résilience aux catastrophes et en développant des systèmes de gestion des situations de catastrophe / AP03-OT05-PI05b-OS4 - Objectif spécifique : Etendre et améliorer la gestion intégrée des risques naturels sur le massif

DESCRIPTION

Intitulé de l'opération	3OS4 - 2016 - CORESTART WP4 - Les SMARtphones et les Réseaux Sociaux numériques, des leviers pour accroître la résilience dans les régions Rhône-Alpes et PACA
Appartenance à un groupe d'opération :	Non

Localisation de l'opération	
Description :	Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse + 4 communes partenaires (Contamines-Montjoie, Ceillac, Claix, Mont-Serein)
Zone(s) :	
Type	Libellé
Commune INSEE	Avignon
Commune INSEE	Claix
Commune INSEE	Les Contamines-Montjoie
Commune INSEE	Ceillac
Commune INSEE	Beaumont-du-Ventoux

Appel à projet	
Date limite de remise de dossier	29/02/2016
Référence de l'appel à projet	N° :AP-2016-POIA-OS4 : Etendre et améliorer la gestion intégrée des./.

Liste des comités				
Libellé	Type	Nature	Date	Avis
CIRP POIA en consultation écrite du 13 juillet 2017	Décisionnel	Dématérialisé	13/07/2017	Accepté
CIRP POIA en consultation écrite du 21 octobre 2019	Décisionnel	Dématérialisé	21/10/2019	

Description de l'opération	
	Malgré des efforts importants en matière de communication et de diffusion menés en France depuis le milieu des années 1980 (loi de 1987 suite à la catastrophe de Tchernobyl en 1986 et au problème de communication associé), les stratégies règlementaires actuellement en place pour informer sur les risques ou sensibiliser le public aux changements climatiques (plaquettes d'information, schémas de communication, cartographie des risques, guide des comportements) sont essentiellement "TOP-DOWN" (= légiférés par l'Etat et destinés aux acteurs locaux), considérant les citoyens comme "non-sachants" et passifs. De plus, elles ne sont pas adaptées aux spécificités locales (aux territoires de montagne notamment) et n'ont que peu d'impact sur les populations qui sont exposées à ces phénomènes : d'une personne à l'autre, d'un espace de vie à l'autre, d'une communauté sociale ou professionnelle à une autre, les attentes et les besoins ne sont pas les mêmes :

tous ne sont pas sensibles aux outils de prévention ni aux messages diffusés de la même manière, puisqu'ils ne sont pas animés par les mêmes priorités et contraintes quotidiennes à l'origine de leur vulnérabilité.

Face à de tels constats, le projet SMARS se focalise sur les Smartphones et les Réseaux Sociaux Numériques (RSN), qui pourraient accroître la résilience face aux risques naturels et qui pourraient compléter l'ensemble des dispositifs préventifs institutionnels existants. Plusieurs pays (Etats-Unis, Philippines) les utilisent déjà pour alerter leurs administrés en cas de crises. Pourtant, les pratiques sont éphémères, diversifiées (dans leur forme et leur contenu) voire encore balbutiantes (encore peu de pratiques systématiques dans le domaine des risques naturels) en France.

Les territoires de montagne des régions Rhône-Alpes et PACA seront investis pour quatre raisons: 1) les communes sont exposés à différents types d'aléas qui ont des caractéristiques (modes de fonctionnement, seuils de déclenchement, temporalités et périodes de retour), des impacts (dégâts, perturbations) et des interactions (effets dominos ou concomitants) spécifiques, 2) la topographie favorise la concentration et l'exposition des populations dans les vallées et elle peut conduire à l'isolement lors d'événements spécifiques, y compris au sein d'une commune (ex: le tunnel fermé entre Grenoble et Gap / les coupures de routes des vallées de montagne). Cette topographie sous-entend une accessibilité contrainte par le relief, 3) les effectifs sont différenciés d'une saison à une autre (parfois doublés) en raison de la venue des touristes et des résidents secondaires ; 4) les territoires de montagne sont touchés par les effets du changement climatique, accélérés par les émissions croissantes de Gaz à Effet de Serre (GES). Traditionnellement orientés vers les activités agropastorales, ces territoires se sont tournés vers l'activité touristique, qui est aujourd'hui au cœur de leur économie locale. Cette activité est pourtant menacée par les changements météorologiques (surtout la baisse du manteau neigeux et le retard dans les précipitations neigeuses) qui retardent le début de la saison de ski (comme durant cet hiver 2015-2016) ou raccourcissent la fin de la saison (lié à un dégel précoce comme en 2011-2012), tandis que le « recul » des glaciers et l'instabilité des versants modifient les activités liées à l'alpinisme et augmentent les risques d'accident en montagne.

Objectifs recherchés :

Le projet SMARS se structure autour de trois objectifs opérationnels interrégionaux majeurs :

- Mieux comprendre la "prudence" associée à l'usage des Smartphones et des RSN dans le Massif des Alpes et dans le domaine des risques naturels. La protection des données, le manque de crédibilité accordée aux messages postés par les citoyens et les verrous techniques sont les principaux facteurs de blocage évoqués. Les spécificités sociotechniques des RSN résident pourtant dans la dynamique des messages et dans l'information émise, qui sont le fruit de nombreuses interactions sociales dont ils sont les supports.
- Prendre en compte les spécificités locales des terrains de montagne + des populations qui y vivent dans les pratiques des RSN et des Smartphones. En effet, les populations et les

acteurs doivent être préparés et formés en amont d'une crise, avant d'être capables de bien appliquer les consignes de sécurité liés à des messages communiqués via ces outils. Cet élément est crucial si on souhaite que les citoyens soient acteurs de leur propre sécurité face à des aléas hydro-climatiques d'intensité remarquable (crues rapides, avalanches, etc.).

- Impliquer les acteurs du territoire pour une meilleure gestion intégrée des risques. Des outils expérimentaux seront testés et co-construits avec les citoyens / élus locaux (dans des communes expérimentales), ce qui aboutira à la réalisation de guides de recommandations déclinables dans d'autres territoires qui sont enclins à de telles pratiques. Ces éléments sont cruciaux pour préparer les acteurs des territoires alpins à gérer les crises et pour rendre les citoyens responsables de leur propre sécurité civile, notamment face à des événements hydro-climatiques remarquables (crues torrentielles, glissements de terrain, séismes..).

Résultats escomptés (cible visée)

Les résultats attendus et les cibles visées sont pluriels. Du point de vue scientifique, il s'agit de :

- contribuer à faire progresser les connaissances sur les besoins émanant de la part des citoyens face à l'arrivée des Smartphones et des Réseaux Sociaux Numériques pour en informer les gestionnaires et les élus en charge de la prévention des risques naturels,
- fournir des résultats sur l'opérationnalité des technologies Smartphones existantes, en vue de fédérer autour d'un même projet les développeurs et les usagers ;
- faire avancer les traitements et les méthodes qui analysent la portée des messages de prévention aux échelles locales (à la fois dans leurs caractéristiques de fond et de forme), tant d'un point de vue cognitif (compréhension, mémorisation des infos), spatial (accès à la couverture des réseaux) que comportemental (intention, déclaration de comportements).

Du point de vue opérationnel, les livrables attendus permettront de :

- proposer des outils d'aide aux acteurs locaux sur l'usage des RSN face aux risques ;
- fournir des recommandations plus adaptées aux populations vivant en montagne ;
- positionner les initiatives citoyennes (souvent perçues comme étant à la marge des outils institutionnels) dans la Politique de Gestion Intégrée des Risques Naturels (PGIRN) ;
- augmenter, in fine, le nombre de Territoires d'Action visés par cette gestion (TAGIRN).

Cette recherche-action trouve également un écho important auprès des acteurs locaux qui voient là un apport opérationnel indéniable pour leurs actions. Les services de sécurité civile se penchent sur ces questions depuis quelques années (colloque MSGU, convention avec #VISOV) et pourtant ils ne perçoivent pas les citoyens comme une plus-value pour leurs actions, préférant ne pas les informer d'une crise en cours pour éviter tout comportement disproportionné. En "laissant" de côté les RSN, un réseau "parallèle" (citoyens / citoyens) pourrait se développer sans les services de l'Etat, et ainsi accroître l'isolement des victimes aux échelles locales (en cas de coupures de route par exemple).

Calendrier et phasage de l'opération :

Période prévisionnelle d'exécution	Début : 01/12/2017	Fin : 30/11/2020
------------------------------------	--------------------	------------------

Le projet présenté, SMARS, se déroulera pendant trois ans (du 1er juillet 2016 au 30 juin 2019).

Il s'inscrit tout d'abord dans la suite logique (voire figure page suivante) de plusieurs travaux :

- le doctorat de Jules Kouadio (du 01/10/2012 au 01/12/2016) – Les Smartphones à l'épreuve des crues rapides : besoins, expérimentations et usages, financée par la Région PACA et le BET Risques et Développement (la thèse sera soutenue avant le 1er décembre 2016)
- la thèse de Béatrice Gisclard (du 01/09/2014 au 30/11/2017) – Le design comme processus d'innovation sociale dans les territoires ruraux, financé par la Fédération de Recherche FR Agorantic 3621 CNRS interne à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse,
- le mémoire de stage du Master II Psychologie environnementale de Coraline Lesage-Betsh sur les réseaux sociaux (du 31/03 au 31/08/2014).
- le séminaire SMARS qui a eu lieu les 25 et 26 mars 2015 à Avignon (liens ci-dessous)
- ° actes : http://www.geo.univ-avignon.fr/Sem_SMARS2015.htm
- ° vidéos des deux journées de séminaire : https://www.canal-u.tv/recherche/?q=SMARS&submitProgramSearch=Ok&simpleform_submitted=searchbar-form&fromSimpleForm=1
- les réunions de discussions initiées depuis juillet 2015 pour construire le méta-projet.

Ce projet comprend toutefois un volet bien plus opérationnel, qui n'a pas encore été exploré.

La phase 1 se déroulera sur la première année du projet (du 01/07/2016 au 30/06/2017). Elle vise à analyser les pratiques sur les RSN suite à des risques naturels passés (2010-2015) : l'objectif est de réaliser un état des lieux des pratiques (quelle nature des messages, quelle syntaxe, quel sens), avec pour ligne de mire la formalisation d'un Retour d'Expérience sur les pratiques existantes.

La phase 2, elle aussi d'une durée d'un an (du 01/01/2017 au 31/12/2017), commencera au milieu de la phase 1. Il s'agit de tester et d'évaluer l'opérationnalité de trois applications Smartphone qui ont été créés en 2013 et 2015. Il s'agit cette fois-ci de se rapprocher des usagers (notamment les résidents et les touristes qui se rendent au sein des quatre territoires partenaires du projet) et de suggérer des améliorations possibles.

La phase 3 débutera ensuite le 01/07/2017 pour une durée de 18 mois (jusqu'au 31/12/2018) afin de co-construire l'usage des RSN avec les citoyens. En effet, si on souhaite que les Smartphones et les RSN jouent un rôle pour accroître la résilience, il faut créer en amont une sorte de terreau social qui serait propice à ces outils. Les pratiques doivent donc exister en amont, d'autant plus dans le domaine de la prévention, et faire l'objet d'exercices réguliers et de constantes initiations.

Pour finir, la phase 4 permettra de positionner les initiatives citoyennes alternatives par rapport aux outils de prévention existants et réglementés. Elle débutera le 01/01/2018 pour une durée de 18 mois (jusqu'au 30/06/2019). Cette phase démarre pendant la mise en œuvre de l'action n°3 et à la fin des actions n°1 et 2 afin de pouvoir capitaliser l'ensemble des résultats de ce projet, et proposer des préconisations pour les collectivités partenaires.

Un chronogramme plus complet décrit les différentes actions menées dans les 4 phases, la nature des livrables et des acteurs partenaires dans l'Annexe 3 (page 18).



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

DEPENSES ET RESSOURCES

Postes de dépense	
Type d'assujettissement	HT
Type d'échéancier	Pas d'échéancier

Détails des postes de dépense			
Catégorie de dépense	Direct/Indirect	Fonctionnement/ Investissement	Montant (HT)
Dépenses de communication de l'opération	Direct	Fonctionnement	11 522,50 €
Prestations et outils de communication			
Dépenses de déplacement, de restauration, d'hébergement	Direct	Fonctionnement	20 975,00 €
Frais de déplacement			
Dépenses de personnel	Direct	Fonctionnement	262 312,42 €
Salaires et charges			
Dépenses de prestations externes de service	Direct	Investissement	3 581,00 €
Etudes, évaluation, frais de conseil			
Dépenses d'Investissement matériel et immatériel	Direct	Investissement	4 668,46 €
Matériel informatique			
Total :			303 059,38 €

Ressources	
Les co-financeurs sollicités couvrent-ils la même période d'exécution et la même assiette de dépenses éligibles ?	Oui
Le porteur a-t-il sollicité une avance pour le fond européen ?	Non

**Détails des
ressources**

Financier	Partenaire	Imputation	Régime d'aide	Taux(%)	Montant (€ HT)	Montant réalisé	Montant retenu	Taux d'avancement
UNION EUROPEENNE	Fonds européen de développement régional		Auc / Aucun régime d'aide	48,81	147 923,82		26 467,05	
Total co-financeur				48,81	147 923,82	0,00	26 467,05	0,00
Bénéficiaire				51,19	155 135,56			
COUT TOTAL ELIGIBLE				100,00	303 059,38	0,00	26 467,05	0,00



UNION EUROPÉENNE
Fonds Européen de
Développement Régional



PRÉFET DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES
CÔTE D'AZUR

RÉGION
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR



EN PARTENARIAT AVEC LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

INSTRUCTION

Service instructeur :	Direction des Affaires Européennes - POIA	Avis du service instructeur :	Favorable
------------------------------	--	--------------------------------------	-----------

Motivation du service instructeur :

Reprogrammation pour mise en cohérence de l'argumentaire « aides d'Etat » entre la phase d'instruction et la phase de certification, à la suite d'un contrôle de la CICC. En effet, lors de l'instruction initiale, il était fait référence à l'annexe V du régime cadre exempté SA40391 relatif aux aides RDI ; cette référence s'avère erronée. Néanmoins, ce projet est bien hors aide d'Etat puisqu'il a vocation à procéder à l'évaluation et à veiller à la prévention des risques naturels prévisibles en montagne, territoire qui fait partie du patrimoine commun de la nation et dont le développement, l'aménagement et la protection sont d'intérêt général. L'intérêt d'un tel projet reste très localisé sur un territoire bien déterminé qui est le territoire du massif des Alpes. Il n'aura pas non plus d'incidence économique puisqu'il vise à répondre à l'enjeu du développement de la résilience des territoires et des populations face aux risques naturels promu par le POIA.

Avis favorable du service instructeur pour la bonne mise en œuvre de l'opération.